

**Nations unies - Soudan du Sud -
Intervention de la représentante
permanente adjointe de la France
auprès des Nations unies - Conseil
de sécurité**

(New York, 18 septembre 2018)

Monsieur le Président,

Je me joins aux remerciements qui ont été exprimés à nos briefers.

La signature de l'accord de paix actant la revitalisation de l'accord de 2015 pour la résolution du conflit au Soudan du Sud est un développement encourageant que je tiens à saluer, ici, au nom de la France.

Je salue également l'autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD) et les pays de la région ainsi que son envoyé spécial, M. Ismaël Wais, qui ont contribué à la conclusion de cet accord important. La France continuera à soutenir l'effort de l'ensemble des partenaires qui doit être inclusif, pour trouver une issue à cette crise et mettre fin à la violence.

Nous souhaitons que l'accord conclu permette d'avancer vers une paix durable au Soudan du Sud. C'est notre espoir ; c'est aussi celui de millions de Sud-Soudanais qui aspirent à la paix et à une vie meilleure. Mme Grace John Keniy que nous venons d'entendre est le visage de cette jeune société civile sud-soudanaise qui souhaite ouvrir une nouvelle ère.

Mais nous savons que les espoirs ont été déçus déjà à plusieurs reprises au Soudan du Sud, et nous devons donc faire preuve collectivement de vigilance et de détermination.

1. De vigilance tout d'abord, parce que c'est sur les actes que nous jugerons des progrès accomplis. L'accord conclu doit être effectivement mis en oeuvre sur le terrain. Personne, ni les Sud-Soudanais, ni la communauté internationale, ne veut d'une paix de papier.

Nous serons donc vigilants sur le respect du cessez-le-feu et vigilants sur la protection des civils qui est au coeur du mandat de la MINUSS, comme le Secrétaire général adjoint, Jean-Pierre Lacroix, vient de le rappeler, et au coeur des préoccupations de ce Conseil.

Ainsi que l'envoyé spécial M. Haysom vient de le souligner, il faudra aussi préciser les mécanismes de surveillance du respect des engagements pris.

Le rapport du secrétaire général fait état de progrès sur le terrain au cours des derniers mois. Mais ces progrès sont encore bien trop timides. Plusieurs incidents violents et meurtriers ont eu lieu.

Et, dès vendredi, quelques heures après la signature de l'accord de paix, le cessez-le feu a été violé dans la région d'Équatoria-central.

Le lendemain, samedi 15 septembre, c'est un soldat de la MINUSS qui a été blessé par un soldat de l'armée sud-soudanaise dans la ville de Yei. Il s'agit d'une attaque inacceptable dont les responsables devront rendre compte devant la justice. Je tiens à exprimer ici la solidarité de la France avec les personnels de la MINUSS.

La France sera et nous devons tous être également extrêmement vigilants sur l'accès humanitaire et sur la protection des personnels humanitaires qui viennent en aide aux populations au péril de leurs vies. Vous savez l'engagement constant de la France sur ce sujet.

Monsieur le Président, le défi humanitaire est immense. Le rapport du Secrétaire général est édifiant. 1,8 millions de personnes déplacées, 2,5 millions de personnes réfugiées dans les pays voisins, 60% de la population en situation d'insécurité alimentaire sévère, 2,4 millions d'enfants privés d'école. Derrière la litanie des chiffres, c'est une génération entière qui est sacrifiée. Ce sont aussi des tensions intercommunautaires dangereuses qui sont ravivées par la misère. À cette situation humanitaire tragique s'ajoutent de graves violations des droits de l'homme dont certaines susceptibles de constituer des crimes contre l'humanité et des crimes de guerre. C'est un motif de préoccupation majeur pour la France.

Il est grand temps que la Cour hybride soit établie et rendue opérationnelle.

2. Monsieur le Président, outre la vigilance indispensable, nous devons aussi faire preuve de détermination et de persévérance. Nous devons collectivement répondre au défi humanitaire. Nous devons aussi nous montrer fermes face à ceux qui portent la responsabilité de cette situation. C'est le sens des sanctions adoptées par ce Conseil et nous sommes déterminés à poursuivre autant que nécessaire dans cette voie.

Vous pouvez donc compter sur la détermination de la France. Et c'est cette même détermination qui nous conduit à apporter tout notre soutien aux recommandations du Secrétaire général pour atténuer les souffrances des populations, faire taire les armes et avancer vers la paix.

En conclusion, je voudrais terminer en remerciant chaleureusement l'envoyé spécial M. Haysom pour son travail remarquable au cours des deux dernières années, et lui souhaiter plein succès dans sa nouvelle mission de représentant spécial du secrétaire général en Somalie./.